

L'UE ouvre la porte à une Ukraine pointée du doigt pour sa corruption et ses oligarques

Kiev peut devenir membre de l'Union européenne, a tranché vendredi la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Un chemin semé d'embûches, entre réformes à mener et réticence des Etats membres



[La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen le 17 juin © IMAGO/Valeria Mongelli / IMAGO/ZUMA Wire](#)

Un feu vert symbolique, sous conditions, et sans aucun engagement de calendrier. Voilà le message qu'a envoyé vendredi Ursula von der Leyen à Kiev. Au lendemain du voyage des dirigeants français, italien, allemand et roumain, la présidente de la Commission a confirmé qu'elle demanderait le 23 juin aux Vingt-Sept d'accepter «cette perspective européenne et le statut de candidat» et de soutenir les aspirations du pays. Elle a rendu un avis similaire pour la Moldavie, tandis que la Géorgie devra patienter encore un peu.

Mais l'Allemande a également rapidement mis Kiev en garde contre l'illusion d'une adhésion rapide ou bradée en raison de la guerre: «Les négociations ne commencent pas aujourd'hui», a insisté à plusieurs reprises la présidente. Elles n'auront lieu que lorsque le pays aura coché toutes les cases, la corruption et la lutte contre les oligarques constituant «les principaux chantiers» à entreprendre pour obtenir une adhésion, a-t-elle reconnu.

La justice ukrainienne peu fiable

L'Ukraine se voit ainsi poser une équation à plusieurs inconnues. La première, sur sa capacité à entreprendre ces réformes alors qu'elle est en guerre. Il lui faudra aussi arriver compétitive sur le marché intérieur européen pour pouvoir «y prospérer», a ajouté la présidente. C'est en effet sur des critères politiques et économiques très précis dits de Copenhague que sera jugée la candidature. Il faudra au total remplir 35 chapitres sur l'acquis communautaire et s'aligner sur les lois de l'UE dans des domaines allant des marchés publics au mouvement des capitaux, en passant par les services financiers et la politique

agricole.

L'Ukraine ne part certes pas de zéro. Grâce à l'accord d'association qu'elle a conclu avec l'UE en 2014, le pays a déjà commencé à en rapprocher sa législation et reprend déjà «70% des normes européennes», a indiqué Ursula von der Leyen. La présidente a aussi estimé que le pays a progressé sur la corruption alors qu'il figurait parmi les pires pays du monde en 2019.

Dans son avis, la Commission note toutefois que la justice ukrainienne est toujours considérée comme l'une des institutions «les moins fiables et crédibles du pays». Comme en Russie, les oligarques continuent de nuire à l'économie du pays en monopolisant des revenus issus de secteurs comme l'acier et en dominant la vie publique. Une loi a été adoptée à ce sujet fin 2021, mais la Commission «veut maintenant en voir les résultats».

Un signal, mais la porte fermée

Jeudi prochain, plusieurs Etats membres comme les Pays-Bas devraient d'ailleurs se montrer très scrupuleux sur ces aspects liés à l'Etat de droit pour ne pas réitérer un jour «les exemples polonais ou hongrois» alors que ces deux pays ont été soupçonnés récemment d'avoir mis leurs progrès démocratiques à l'arrêt, explique Eric Maurice de la Fondation Robert Schuman. Mais les Vingt-sept n'auront pas d'autres choix que de dire oui à ce statut de candidat pour l'Ukraine. «Ce qui compte, c'est d'envoyer un signal géopolitique» à l'Ukraine et à la Russie et non d'ouvrir la porte dès demain», confie un diplomate. Ni «de commencer à s'inquiéter pour les fonds à donner» à ce titre à l'Ukraine, une crainte qui parcourt notamment le Portugal. Les Pays-Bas ou le Danemark sont aussi notoirement réticents, «mais on ne voit pas comment on pourrait ne pas dire oui», commente un autre diplomate, d'autant plus que les Vingt-Sept ont reconnu à Versailles que l'Ukraine faisait partie de la famille européenne.

L'Allemagne aussi a longtemps été peu emballée par cette idée, jusqu'au basculement d'Olaf Scholz, qui s'est concrétisé jeudi. Berlin a en effet compris que «dire oui ne signifie pas commencer le travail de négociation», reprend Eric Maurice de la Fondation Robert Schuman. L'Albanie et la Macédoine du Nord en savent quelque chose, elles qui attendent depuis 2014 et 2005 l'ouverture de négociations d'adhésion. Et, comme le rappelle Eric Maurice, des options sont possibles à défaut d'adhésion. Comme celle que Kiev entre dans la fameuse «communauté politique européenne» proposée par Emmanuel Macron, qui sera également discutée au sommet des 23 et 24 juin.